



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques à Montréal

Cette consultation doit marquer le début d'un grand chantier et non pas la fin d'un processus.

Montréal, le 1^{er} novembre 2019 – La Ligue des droits et libertés (LDL) a déposé hier son opinion écrite pour la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). La LDL demande à la Ville de jouer son rôle de chef de file dans la protection des droits de tous les citoyens et citoyennes de Montréal, incluant les personnes autochtones et racisées.

« Vouloir mettre fin au racisme systémique implique pour la Ville d'aller au-delà des approches habituelles fondées sur l'intégration des immigrant-e-s ou la lutte contre les discriminations en général. L'administration municipale doit reconnaître l'existence du racisme systémique et se questionner sur ses propres responsabilités dans la production et reproduction de celui-ci. Ce n'est pas un exercice facile, mais il est essentiel », déclare Eve-Marie Lacasse, porte-parole de la LDL.

La LDL rappelle qu'en tant que métropole québécoise, Montréal dispose de pouvoirs importants. « Elle doit en faire usage dans sa lutte contre le racisme systémique. La Ville est l'employeur de 28 000 personnes et a des pouvoirs importants en habitation, aménagement du territoire et transport. Quand on sait que les quartiers les plus pauvres sont d'ordinaire ceux où se trouve une forte concentration de personnes racisées, où l'accès au transport collectif est plus difficile, où les logements sont souvent insalubres et inabordable, on peut voir comment des actions concertées de la Ville sur ces enjeux permettraient d'atténuer concrètement les effets du racisme systémique sur les personnes concernées », continue Mme Lacasse.

Au terme de la consultation, la LDL souhaite que la Ville mette sur pied un grand chantier. « La mobilisation de personnes racisées à la source de cette consultation donne une chance unique à la Ville d'entreprendre des actions fortes contre le racisme systémique. Les énergies consacrées à cette consultation par plusieurs acteurs de la société civile sont remarquables et doivent maintenant se traduire par des résultats. Les attentes sont élevées. Ce n'est plus le temps des déclarations. La Ville doit agir et elle en a les moyens », conclut-elle.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

- 30 -

Pour informations et entrevues :

Elisabeth Dupuis, responsable des communications
514-715-7727